

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203906]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives au commerce de détail en magasins non spécialisés et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 3, modifié par le décret du 3 février 2005, l'article 4, modifié par les décrets du 24 octobre 2013 et du 13 mars 2014, l'article 5, l'article 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, l'article 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013, l'article 9, l'article 17, modifiés par les décrets du 19 septembre 2002 et 10 novembre 2004 et l'article 83;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 55.597/4 donné le 16 avril 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de la Cellule autonome d'avis en développement durable 2014/000451, donné le 24 février 2014;

Considérant qu'il convient de préciser les contours de la notion « magasin non spécialisé » utilisée dans les rubriques 52.1 et suivantes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et ce, afin de ne plus soumettre cette expression à interprétation;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Titre I^{er}. — Conditions sectorielles
relatives au commerce de détail en magasins non spécialisés**

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux magasins pour la vente au détail dont les locaux de vente et les locaux attenants à ceux-ci et servant de dépôt de marchandises ont une surface totale supérieure à 2 500 mètres carrés, y compris la surface occupée par les comptoirs et autres meubles, visés à la rubrique 52.10.02 de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o date limite de consommation, « en abrégé DLC » : la date apposée sur les denrées alimentaires conformément à l'article 1^{er}, 2^o, a), de l'arrêté royal du 3 janvier 1975 relatif aux denrées et substances alimentaires considérées comme déclarées nuisibles et à l'article 7 de l'arrêté royal du 13 septembre 1999 relatif à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées;

2^o invendu alimentaire: la denrée alimentaire dont la commercialisation en l'état n'est plus envisagée par les commerçants;

3^o invendu alimentaire consommable : l'invendu alimentaire répondant aux deux critères suivants :

a) la DLC n'est pas atteinte;

b) les normes légales en matière de sécurité alimentaire ont été respectées tout au long de la conservation du produit ou de la substance;

4^o organisme reprenneur d'invendus alimentaires consommables : association caritative active dans le secteur de l'aide alimentaire ainsi que tout autre organisme public ou privé à finalité sociale, actif dans le secteur de l'aide alimentaire, enregistré auprès de l'Agence fédérale de Sécurité de la Chaîne alimentaire, en abrégé « AFSCA »;

5^o établissement existant : établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. L'établissement pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et lorsque le permis a été octroyé sur la base de cette demande, est assimilé à un établissement existant. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

CHAPITRE II. — Construction

Art. 3. Les réserves de marchandises ne sont pas accessibles au public.

Art. 4. La pente du sol de tous les locaux et des ouvrages d'évacuation des eaux résiduaires, dont les eaux de nettoyage, permet leur écoulement vers le système d'évacuation des eaux usées. Il est muni d'un siphon coupe-air avec une grille ou un autre dispositif servant à retenir les matières solides. La grille ou le dispositif ne peuvent pas être enlevés. En cas d'obstruction des orifices empêchant un écoulement normal des effluents liquides, la grille ou le dispositif sont nettoyés. Si le nettoyage nécessite leur retrait, un dispositif d'obturation est mis en place pendant la durée du nettoyage.

Art. 5. Les produits pouvant présenter un danger pour l'homme ou l'environnement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout écoulement accidentel dans le milieu naturel ou le milieu d'égouttage, et en dehors des zones de stockage et d'entreposage de denrées alimentaires.

Sont concernés :

1^o les produits corrosifs, inflammables, toxiques;

2^o les produits phytosanitaires;

3^o les produits de lutte contre la vermine, la pullulation d'insectes, la prolifération des rongeurs.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 6. L'exploitant dispose d'un plan de travail qui comprend au minimum :

1° les instructions nécessaires en vue d'assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'établissement, dans le respect des dispositions en matière environnementale ainsi que des présentes conditions;

2° les instructions nécessaires en vue d'assurer en permanence la propreté de l'établissement.

Lorsque l'établissement a mis en place un système d'autocontrôle documenté conformément à l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'autocontrôle, la notification obligatoire et la traçabilité dans la chaîne alimentaire, celui-ci peut tenir lieu de plan de travail.

Le plan est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 7. L'exploitant met en place un programme :

1° de rationalisation de la consommation d'eau et d'énergie;

2° de prévention de l'apparition des déchets;

3° d'entretien et de réparation systématiques de l'établissement.

Art. 8. Des mesures sont prises pour éviter la pullulation d'insectes et de rongeurs.

Les ouvertures d'aération des locaux où sont stockés les marchandises et les déchets sont protégées par des dispositifs tels que des fins grillages ou tout autre dispositif équivalent.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et des incendies*

Art. 9. L'exploitant sollicite l'avis du service régional d'incendie quant à la prévention et à la lutte contre les incendies avant :

1° la mise en service de l'établissement;

2° chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation.

L'exploitant se conforme aux directives du service et garde une copie des directives à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 10. Le magasin possède au minimum deux sorties de secours distinctes de l'accès principal et implantées suivant les directives du service régional d'incendie territorialement compétent.

Les portes de sorties s'ouvrent dans le sens de la sortie ou dans les deux sens. Les portes à fermeture automatique sont autorisées si elles sont équipées d'un dispositif qui permet l'ouverture automatique des portes sur la largeur totale des baies, si le système de fermeture automatique fait défaut.

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 11. Les eaux de nettoyage des bacs et récipients destinés à contenir des matières premières, produits semi-finis, produits finis, déchets ou sous-produits animaux sont recueillies et évacuées avec les eaux usées.

CHAPITRE VI. — *Déchets*

Art. 12. Les éventuels résidus de fabrication tels que résidus de viandes, de poissons ou de légumes sont quotidiennement enlevés des locaux de préparation des produits.

CHAPITRE VII. — *Invendus alimentaires consommables*

Art. 13. Les invendus alimentaires consommables restent des denrées alimentaires complètement identifiées et le cas échéant étiquetées comme telles.

Les invendus alimentaires consommables retirés de la vente sont rassemblés, selon la nécessité ou non de maîtriser la chaîne du froid, dans des locaux clairement identifiés de réfrigération, de congélation ou de stockage sec.

Art. 14. § 1^{er}. Les invendus alimentaires consommables sont proposés à au moins un organisme reprenneur d'invendus alimentaires consommables.

§ 2. Les invendus alimentaires consommables destinés à être repris par un organisme reprenneur sont soit :

1° enlevés directement par un organisme reprenneur selon les modalités conclues entre celui-ci et l'exploitant;

2° dirigés vers un centre de regroupement en vue d'y être enlevés par un organisme reprenneur.

§ 3. L'exploitant désigne un ou plusieurs responsables qui ont en charge la gestion de la remise des dons des invendus alimentaires consommables.

L'exploitant s'assure que toute personne responsable a une connaissance effective de la procédure de gestion des stocks d'invendus alimentaires consommables ainsi que des réglementations et législations en vigueur pour le type de produit ou substance.

§ 4. L'exploitant ou les responsables désignés par celui-ci informent, par écrit, tout organisme reprenneur ayant un partenariat avec l'établissement pour obtenir les invendus alimentaires consommables, des modalités d'accessibilité aux zones de stockage et d'enlèvement ainsi que du moment et du lieu de collecte de ceux-ci.

Les invendus alimentaires consommables sont enlevés pendant les plages horaires de livraison qui sont prévues dans le permis de l'établissement.

CHAPITRE VIII. — *Registre des invendus*

Art. 15. L'exploitant tient une liste des associations bénéficiaires de ses invendus alimentaires consommables.

La liste est conservée au siège d'exploitation et tenue en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE IX. — *Cessation d'activité*

Art. 16. En cas de cessation d'activités, les conditions particulières fixent les modalités à suivre pour l'évacuation des déchets et la mise hors service des dépôts et équipements.

Art. 17. Complémentairement à l'article 58, § 2, 4^o, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en cas de cessation d'activité, l'exploitant avertit le fonctionnaire chargé de la surveillance au plus tard dix jours avant l'opération.

**Titre II. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002
relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999
relatif au permis d'environnement**

Art. 18. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à une activité visée à la rubrique 52.10.02 de l'annexe I^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXXII. ».

Art. 19. L'article 30 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis unique est relative à une activité visée à la rubrique 52.10.02 de l'annexe I^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à études d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXXII. ».

Art. 20. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe XXXII, qui est jointe en annexe au présent arrêté.

**Titre III. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002
arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées**

Art. 21. Dans l'annexe I^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, l'intitulé de la rubrique « 52.1 Commerce de détail en magasins non spécialisés » est remplacé par ce qui suit :

« 52.1 Commerce de détail en magasins non spécialisés : tout magasin présentant à la vente une large gamme de produits tels que habillement, meubles, quincaillerie, cosmétique, jouets, appareils électro-ménagers, livres, denrées alimentaires, journaux même si un type d'article est prédominant et qui n'est pas constitué de la juxtaposition de différents magasins spécialisés. ».

Titre IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 22. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 4 ne s'applique pas aux établissements existants.

En ce qui concerne les articles 20 et 21, les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 23. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE XXXII

1. Un plan de gestion des invendus alimentaires indiquant les mesures prises pour :

1^o prévenir l'apparition d'invendus;

2^o organiser la reprise des invendus alimentaires consommables par un organisme reprenneur;

3^o assurer le stockage des invendus alimentaires consommables, dans des conditions visant à assurer le respect des normes en matière de sécurité alimentaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives aux magasins non spécialisés pour la vente au détail et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203906]

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für den Einzelhandel mit Waren verschiedener Art und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005, Artikel 4, abgeändert durch die Dekrete vom 24. Oktober 2013 und 13. März 2014, Artikel 5, Artikel 7, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 8, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 9, Artikel 17, abgeändert durch die Dekrete vom 19. September 2002 und 10. November 2004, und Artikel 83;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 16. April 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 55.597/4 des Staatsrats;

Aufgrund des am 24. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. 2014/000451 der autonomen Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung;

In der Erwägung, dass die genauen Grenzen des in den Rubriken 52.1 ff. des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten benutzten Begriffs des "Ladens für den Handel mit Waren verschiedener Art" zu bestimmen sind, damit dieser Ausdruck nicht mehr unterschiedlich ausgelegt wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Titel I - Sektorbezogene Bedingungen für den Einzelhandel mit Waren verschiedener Art

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen gelten für die Läden für den Einzelverkauf, deren Verkaufsräume und angrenzende Räume, die als Warenlager dienen, eine gesamte Fläche haben, die mehr als 2 500 m² beträgt, einschließlich der Fläche, die durch die Ladentheken und sonstige Möbel besetzt wird, in Übereinstimmung mit der Rubrik 52.10.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verbrauchsdatum ("date limite de consommation", abgekürzt "DLC" - verbrauchen bis): das in Übereinstimmung mit Artikel 1, 2°, a) des Königlichen Erlasses vom 3. Januar 1975 über als schädlich zu bezeichnende Lebensmittel und Nahrungsmittelsubstanzen und Artikel 7 des Königlichen Erlasses über die Etikettierung von vorverpackten Lebensmitteln angegebene Datum;

2° unverkaufte Lebensmittel: die Lebensmittel, deren Vermarktung im derzeitigen Zustand von den Händlern nicht mehr erwogen wird;

3° unverkaufte, aber noch einwandfreie Lebensmittel: unverkaufte Lebensmittel, die den beiden folgenden Kriterien genügen:

a) das Verbrauchsdatum ist nicht erreicht;

b) die gesetzlichen Normen im Bereich der Lebensmittelsicherheit wurden während der ganzen Aufbewahrungsdauer des Produkts oder der Substanz eingehalten.

4° Einrichtung, die unverkaufte, aber noch einwandfreie Lebensmittel übernimmt: karitative Vereinigung, die im Bereich der Nahrungsmittelhilfe aktiv ist, sowie jede öffentliche oder private Einrichtung mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Nahrungsmittelhilfe aktiv ist, und die bei der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette ("AFSCA") eingetragen ist;

5° bereits bestehender Betrieb: ein Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine ordnungsgemäße Betriebsgenehmigung ausgestellt worden war. Ein Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht worden ist, und die Genehmigung auf der Grundlage dieses Antrags erteilt wurde, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in dem in Artikel 10, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.

KAPITEL II — Bau

Art. 3 - Die Warenvorräte sind für die Öffentlichkeit nicht zugänglich.

Art. 4 - Das Gefälle des Bodens aller Räume und der Vorrichtungen zur Ableitung des Abwassers, worunter das Reinigungswasser, ermöglicht dessen Abfließen zu dem Abwasserableitungssystem. Dieses ist mit einem Wasserdurchverschluss ausgerüstet, der mit einem Gitter oder jeder anderen Vorrichtung zur Rückhaltung der festen Stoffe versehen ist. Das Gitter oder die Vorrichtung können nicht entnommen werden. Kann das Abfließen der Abwässer wegen einer Verstopfung der Öffnungen nicht normal stattfinden, so werden das Gitter oder die Vorrichtung gereinigt. Wenn sie zu Zwecken ihrer Reinigung demontiert werden müssen, wird während der Dauer der Reinigung eine Verschlussvorrichtung eingerichtet.

Art. 5 - Produkte, die eine Gefahr für Mensch und Umwelt darstellen können werden so gelagert, dass jegliches unfallbedingte Abfließen in die Umwelt oder die Kanalisationen vermieden wird; sie werden ebenfalls außerhalb des Bereichs für die Lagerung und Lagerhaltung von Lebensmitteln aufbewahrt.

Betroffen sind:

- 1° ätzende, entzündbare oder giftige Stoffe;
- 2° Pflanzenschutzmittel;
- 3° Ungeziefer-, Insekten und Nagetierbekämpfungsmittel.

KAPITEL III — *Bewirtschaftung*

Art. 6 - Der Betreiber muss über einen Arbeitsplan verfügen, der mindestens folgende Anweisungen umfasst:

- 1° die erforderlichen Anweisungen, um unter jeglichen Umständen den guten Arbeitsablauf des Betriebs unter Einhaltung der Bestimmungen in Sachen Umweltschutz, sowie der vorliegenden Bedingungen zu gewährleisten;
- 2° die erforderlichen Anweisungen, um die Sauberkeit des Betriebs ständig zu gewährleisten;

Wenn der Betrieb in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 14. November 2003 über die Eigenkontrolle, die Meldepflicht und die Rückverfolgbarkeit in der Nahrungsmittelkette ein dokumentiertes System der Eigenkontrolle eingeführt hat, kann dieses als Arbeitsplan gelten.

Der Plan wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Art. 7 - Der Betreiber führt ein Programm ein

- 1° zur Rationalisierung des Wasser- und Energieverbrauchs,
- 2° zur Vermeidung von Abfällen,
- 3° zur systematischen Instandhaltung und Reparatur des Betriebs.

Art. 8 - Maßnahmen werden getroffen, um eine Verbreitung von schädlichen Insekten oder Nagetieren zu verhindern.

Die Öffnungen zur Belüftung der Räume, wo die Waren und Abfälle gelagert sind, werden durch Vorrichtungen wie z.B. engmaschige Gitter oder jegliche gleichwertige Vorrichtung geschützt.

KAPITEL IV — *Brand- und Unfallverhütung*

Art. 9 - Der Betreiber beantragt das Gutachten des regionalen Feuerwehrdienstes betreffend die Brandverhütung und -bekämpfung, vor

- 1° der Inbetriebnahme des Betriebs;
- 2° jeder Änderung am Betriebsstandort oder der Betriebsbedingungen, anschließend an welche die Brandrisiken oder Risiken der Brandausdehnung geändert werden könnten.

Der Betreiber richtet sich an die Anweisungen des Dienstes und hält eine Kopie der Anweisungen zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

Art. 10 - Der Laden verfügt über mindestens zwei Notausgänge, die sich vom Hauptzugang unterscheiden, und die nach den Anweisungen des örtlich zuständigen regionalen Feuerwehrdienstes eingerichtet sind.

Die Ausgangstüren lassen sich in Richtung des Ausgangs oder in beiden Richtungen öffnen. Selbstschließende Türen sind erlaubt, wenn sie mit einer Vorrichtung ausgerüstet sind, die das automatische Öffnen der Türen auf der ganzen Breite deren Öffnung ermöglicht, wenn das automatische Schließsystem versagt.

KAPITEL V — *Wasser*

Art. 11 - Das Reinigungswasser aus den Becken bzw. Behältern, die dazu bestimmt sind, Rohstoffe, halbfertige Produkte, Fertigprodukte, Abfälle und tierische Nebenprodukte zu enthalten, wird aufgefangen und mit dem Abwasser abgeleitet.

KAPITEL VI — *Abfälle*

Art. 12 - Eventuelle Fertigungsrückstände wie Fleisch-, Fisch- oder Gemüsereste werden täglich von den Zubereitungsräumen entfernt.

KAPITEL VII — *Unverkaufte, aber noch einwandfreie Lebensmittel*

Art. 13 - Die unverkauften, aber noch einwandfreien Lebensmittel bleiben vollständig gekennzeichnete und ggf. als solche etikettierte Lebensmittel.

Die unverkauften, aber noch einwandfreien, aus dem Verkauf zurückgezogenen Lebensmittel, werden je nach der Notwendigkeit, die Kühlkette aufrechtzuerhalten, in deutlich gekennzeichneten Kühl-, Tiefkühl- oder Trockenlageräumen zusammengebracht.

Art. 14 - § 1. Die unverkauften, aber noch einwandfreien Lebensmittel werden mindestens einer Einrichtung, die unverkaufte, aber einwandfreie Lebensmittel zurücknimmt, vorgeschlagen.

§ 2. Die unverkauften, aber noch einwandfreien Lebensmittel, die dazu bestimmt sind, von einer solchen Einrichtung zurückgenommen zu werden, werden

1° entweder unmittelbar von der Einrichtung, die sie zurücknimmt, abgeholt, nach Modalitäten, die zwischen Letzterer und dem Betreiber vereinbart werden;

2° oder einer Sammelstelle zugeführt, um dort von einer Einrichtung, die sie zurücknimmt, abgeholt zu werden.

§ 3. Der Betreiber bestimmt eine oder mehrere Personen, die für die Übergabe der unverkauften, aber noch einwandfreien Lebensmittel verantwortlich sind.

Der Betreiber vergewissert sich, dass jede dafür verantwortliche Person das Verfahren zur Bestandsführung von unverkauften, aber noch einwandfreien Lebensmitteln, sowie die auf die jeweiligen Kategorien von Produkten und Substanzen anwendbaren Regelungen und Gesetzesvorschriften effektiv kennt.

§ 4. Der Betreiber oder die von ihm bestimmten verantwortlichen Personen informieren schriftlich jede Einrichtung, die unverkaufte, aber noch einwandfreie Lebensmittel zurücknimmt, und die mit dem Betrieb eine Partnerschaft hat, um solche Lebensmittel zu bekommen, über die Modalitäten für den Zugang zu den Lager- und Abholbereichen, sowie über den Zeitpunkt und Ort für das Abholen.

Die unverkauften, aber noch einwandfreien Lebensmittel werden während den Lieferzeiten abgeholt, die in der Betriebsgenehmigung angeführt sind.

KAPITEL VIII — *Verzeichnis für die unverkauften Lebensmittel*

Art. 15 - Der Betreiber führt eine Liste der Vereinigungen, die seine unverkauften, aber noch einwandfreien Lebensmittel zurücknehmen.

Diese Liste wird am Betriebssitz aufbewahrt, und ständig dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

KAPITEL IX — *Einstellung der Tätigkeit*

Art. 16 - Im Falle einer Einstellung der Tätigkeit werden die für die Abfuhr der Abfälle und Außerbetriebnahme der Lager und Ausrüstungen zu beachtenden Modalitäten in Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 17 - Im Falle einer Einstellung der Tätigkeit und in Ergänzung zu Artikel 58, § 2, 4° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung setzt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten spätestens zehn Tage vor diesem Vorgang davon in Kenntnis.

Titel II — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 18 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird um einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

„Wenn der Antrag auf eine Umweltgenehmigung eine Tätigkeit betrifft, die in der Rubriken 52.10.02 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt ist, umfasst er außer den Auskünften, die im in Absatz 1 erwähnten Formular beantragt sind, die in der Anlage XXXII angegeben Informationen.“

Art. 19 - Artikel 30 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Wenn der Antrag auf eine Globalgenehmigung eine Tätigkeit betrifft, die in der Rubriken 52.10.02 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt ist, umfasst er außer den Auskünften, die im in Absatz 1 erwähnten Formular beantragt sind, die in der Anlage XXXII angegeben Informationen.“

Art. 20 - In denselben Erlass wird eine Anlage XXXII eingefügt, die dem vorliegenden Erlass beigelegt wird.

Titel III — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten

Art. 21 - In der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten wird die Überschrift der Rubrik „52.1 Einzelhandel mit Waren verschiedener Art“ durch folgenden Text ersetzt:

„52.1 Einzelhandel mit Waren verschiedener Art: Laden für den Verkauf eines großen Sortiments an Produkten, wie z.B. Kleidung, Möbel, Eisenwaren, Kosmetika, Spielzeuge, Haushaltselektrogeräte, Bücher, Lebensmittel, Zeitungen, auch wenn eine Kategorie von Produkten vorherrscht, und der nicht aus nebeneinander befindlichen Fachgeschäften besteht.“

Titel IV — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 22 - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1 ist Artikel 4 nicht auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

Was die Artikel 20 und 21 betrifft, werden die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die dies betreffenden Verwaltungsbeschwerden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln untersucht.

Art. 23 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE XXXII

1. Ein Plan zum Management der unverkauften Lebensmittel, in dem die Maßnahmen angeführt werden, um
 - 1° unverkaufte Lebensmittel zu vermeiden;
 - 2° die Rücknahme der unverkauften, aber noch einwandfreien Lebensmittel durch eine Einrichtung, die sie zurücknimmt, organisieren;
 - 3° die Lagerung der unverkauften, aber noch einwandfreien Lebensmittel zu gewährleisten unter Bedingungen, die die Einhaltung der Normen im Bereich der Lebensmittelsicherheit ermöglichen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für den Einzelhandel mit Waren verschiedener Art und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203906]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de kleinhandel in niet-gespecialiseerde winkels en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning alsook het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikel 3, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, artikel 4, gewijzigd bij de decreten van 24 oktober 2013 en 13 maart 2014, artikel 5, artikel 7, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 9, artikel 17, gewijzigd bij de decreten van 19 september 2002 en 10 november 2004 en artikel 83;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies nr. 55.597/4 van de Raad van State, gegeven op 16 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de adviescel voor duurzame ontwikkeling 2014/000451, gegeven op 24 februari 2014;

Overwegende dat het toepassingsgebied van het begrip "niet-gespecialiseerde winkel" gebruikt in de rubriek 52.1 en volgende van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten nader bepaald moet worden om die uitdrukking niet meer vatbaar te maken voor interpretatie;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na erover beraadslaagd te hebben,

Besluit :

Titel I. — Sectorale voorwaarden betreffende de kleinhandel in niet-gespecialiseerde winkels

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de winkels voor kleinhandel waarvan de verkooplokalen en de aangrenzende lokalen die tot opslagplaatsen dienen een totale verkoopoppervlakte hebben van meer dan 2 500 m², met inbegrip van de toonbanken en andere meubels, die bedoeld zijn in de rubriek 52.10.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o uiterste consumptiedatum : de datum waarvan de voedingsmiddelen zijn voorzien overeenkomstig artikel 1, 2^o, a) van het koninklijk besluit van 3 januari 1975 betreffende voedingswaren en -stoffen die gelden als schadelijk verklaard en in artikel 7 van het koninklijk besluit van 13 september 1999 betreffende de etikettering van voorverpakte voedingsmiddelen;

2^o onverkocht voedingsmiddel : het voedingsmiddel waarvan het in de handel brengen als zodanig niet meer wordt overwogen door de handelaars;

3^o onverkocht nog voor consumptie geschikt voedingsmiddel: het onverkochte voedingsmiddel dat voldoet aan één van de twee volgende criteria :

a) de uiterste consumptiedatum is niet bereikt;

b) de wettelijke normen inzake de voedselzekerheid zijn gedurende de hele bewaring van het product of van de stof nageleefd;

4^o instelling die onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen overneemt : liefdadigheidsinstelling die in de sector van de voedingshulp actief is, alsook elke andere publieke of private instelling met sociale doeleinden die in de sector van de voedingshulp actief is en die geregistreerd is bij het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen, afgekort "FAVV";

5^o bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De inrichting waarvoor een vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend, wordt gelijkgesteld met een bestaande inrichting als de vergunning op basis van die aanvraag is verleend. De verbouwing of uitbreiding van een inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld.

HOOFDSTUK II. — Bouw

Art. 3. De voorraden van koopwaar zijn niet toegankelijk voor het publiek.

Art. 4. Afvalwater en reinigingswater kan langs de helling van de bodem van alle lokalen en van de aflatwerken voor het afvalwater naar het afvalwaterafvoersysteem wegvloeien. Het afvoersysteem is voorzien van een hevel-luchtafsluiter met rooster of met een andere uitrusting die vaste stoffen tegenhoudt. De rooster of de uitrusting mogen niet weggenomen worden. In geval van obstructie van de openingen waarbij een normale afvoer van de vloeibare afvalstoffen wordt verhinderd, wordt de rooster of de uitrusting gereinigd. Indien bedoelde rooster of uitrusting tijdens de reiniging weggenomen moeten worden, wordt tijdens de duur van de reiniging een afsluiter geïnstalleerd.

Art. 5. Producten die een gevaar inhouden voor de mens en het milieu worden opgeslagen op een wijze die alle accidentele lozingen in het natuurmilieu of in het afwateringsnet vermijdt en buiten de opslagplaatsen van de voedingsmiddelen.

Het gaat om :

- 1° de bijtende, ontvlambare, giftige producten;
- 2° de fytosanitaire producten;
- 3° de producten ter bestrijding van ongedierte, insecten en knaagdieren.

HOOFDSTUK III. — *Uitbating*

Art. 6. De exploitant beschikt over een werkplanning waarin op zijn minst de volgende gegevens voorkomen :

- 1° de instructies die nodig zijn om in alle omstandigheden te zorgen voor de vlotte werking van de inrichting, met inachtneming van de bepalingen inzake leefmilieu, alsook van deze voorwaarden;
 - 2° de instructies die nodig zijn om voortdurend te waken over de netheid van de inrichting;
- Wanneer de inrichting overeenkomstig het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende autocontrole, meldingsplicht en traceerbaarheid in de voedselketen, een systeem van autocontrole heeft geïnstalleerd, kan dit systeem als werkplanning dienen.

Het plan ligt ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 7. De exploitant maakt een programma op voor :

- 1° de rationalisatie van het water- en energieverbruik;
- 2° het voorkomen van afvalstoffen;
- 3° de systematische onderhoud en herstel van de inrichting.

Art. 8. Er worden preventiemaatregelen worden genomen tegen insecten en knaagdieren.

De beluchtingsopeningen van de lokalen waarin de koopwaar en de afvalstoffen worden opgeslagen worden beschermd met voorzieningen zoals dunne afrasteringen of elke andere gelijkwaardige voorziening.

HOOFDSTUK IV. — *Preventie van ongevallen en brand*

Art. 9. De exploitant verzoekt om het advies van de gewestelijke brandweerdienst over de preventie en de bestrijding van brand vóór :

- 1° de inbedrijfname van de inrichting;
- 2° elke wijziging van de plaatsen of van de uitbatingssomstandigheden die de risico's op brand of op het uitslaan ervan zou kunnen wijzigen.

De exploitant past zich aan de richtlijnen van de diensten aan en legt een afschrift van de richtlijnen ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 10. De winkel heeft minstens twee nooduitgangen die afzonderlijk zijn van de hoofdtoegang en die zich op een plaats bevinden conform de richtlijnen van de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

De uitgangsdeuren gaan open in de richting van de uitgang of in beide richtingen. De deuren met automatische afsluiting worden toegelaten indien ze voorzien zijn van een voorziening die de automatische opening van de deuren over de totale breedte van de deuropeningen mogelijk maakt indien het automatische afsluitingssysteem defect is.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 11. Het water van de reiniging van de bakken en recipiënten waarin grondstoffen, halfabrikaten, afgewerkte producten, afvalstoffen of dierlijke bijproducten worden opgeslagen, wordt met het afvalwater opgevangen en afgevoerd.

HOOFDSTUK VI. — *Afvalstoffen*

Art. 12. De eventuele fabricageresten, zoals de resten van vlees, vis of groenten worden dagelijks verwijderd uit het lokaal waar de producten bereid worden.

HOOFDSTUK VII. — *Onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen*

Art. 13. De onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen blijven voedingsmiddelen die volledig geïdentificeerd worden en, in voorkomend geval, als dusdanig geëtiketteerd worden.

De ingetrokken onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen worden volgens de al dan niet noodzaak om de koelketen te beheersen in duidelijk geïdentificeerde afkoelings-, bevroerings- of droogopslaglokalen bijeengebracht.

Art. 14. § 1. De onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen worden minstens aan één overnemer van onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen voorgesteld.

§ 2. De onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen bestemd om overgenomen te worden door een overnemende instelling worden:

- 1° ofwel rechtstreeks verwijderd door een overnemende instelling volgens de modaliteiten gesloten tussen bedoelde instelling en de exploitant;
- 3° afgevoerd naar een verzamelcentrum om door een overnemende instelling afgehaald te worden.

§ 3. De exploitant wijst één of meer verantwoordelijken aan die belast zijn met het beheer van de overhandiging van de onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen.

De exploitant vergewist zich ervan dat elke verantwoordelijke persoon de procedure voor het beheer van de voorraden van onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen alsook de vigerende reglementeringen en wetgevingen voor het type product of stof werkelijk kent.

§ 4. De exploitant of de door hem aangewezen verantwoordelijken stellen schriftelijk elke overnemende instelling die met de inrichting een samenwerkingsovereenkomst hebben gesloten om de onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen te krijgen, in kennis van de modaliteiten m.b.t. de toegankelijkheid tot de opslag- en de verwijderingszones alsook van het moment waarop en de plaats waarin ze worden opgehaald.

De onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen worden afgehaald tijdens de leveringsuren die bedoeld zijn in de vergunning van de inrichting.

HOOFDSTUK VIII. — *Register van de onverkochte voedingsmiddelen*

Art. 15. De exploitant houdt een lijst bij van de verenigingen die zijn onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen ontvangt.

De lijst wordt in de bedrijfszetel behouden en ligt voortdurend ter inzake van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK IX. — *Stopzetting van activiteit*

Art. 16. In geval van stopzetting van activiteiten bepalen de bijzondere voorwaarden de te volgen modaliteiten voor de afvoer van de afvalstoffen en voor de buitenbedrijfstelling van de opslagplaatsen en uitrustingen.

Art. 17. Ter aanvulling van artikel 58, § 2, 4°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning verwittigt de exploitant in geval van stopzetting van activiteit de toezichthoudende ambtenaar minstens tien dagen vóór die verrichting.

Titel II. — Wijzigingen van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 18. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

“Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een activiteit bedoeld in de rubriek 52.10.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXXII.”.

Art. 19. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

“Indien de aanvraag tot globale vergunning betrekking heeft op een activiteit bedoeld in de rubriek 52.10.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXXII.”.

Art. 20. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage XXXII die als bijlage bij dit besluit gaat.

Titel III. — Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

Art. 21. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt het opschrift van rubriek “52.1. Kleinhandel in niet-gespecialiseerde winkels” vervangen als volgt :

“52.1 Kleinhandel in niet-gespecialiseerde winkels: elke winkel die een grote verscheidenheid van producten verkoopt, zoals kleding, meubelen, ijzerwaren, cosmetica, speelgoed, elektrische apparaten, boeken, voedingsmiddelen, kranten, zelfs indien een soort artikel predominant is, en die niet bestaat uit verschillende naast elkaar geplaatste verschillende winkels.”.

Titel IV. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 22. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid is artikel 4 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Wat betreft de artikelen 20 en 21 worden de vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 23. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE XXXII

1. Een beheersplan van de onverkochte voedingsmiddelen vermeldt de genomen maatregelen om
 - 1° onverkochte voedingsmiddelen te voorkomen;
 - 2° de overname van onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen door een overnemende instellingen te organiseren.
 - 3° de opslag van de onverkochte nog voor consumptie geschikte voedingsmiddelen te waarborgen met inachtneming van de normen inzake voedselzekerheid.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de kleinhandel in niet-gespecialiseerde winkels en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning alsook het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY